

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Des-universites-argentines-sans-exclusion>

Des universités argentines sans exclusion

- Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 6 novembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Jamais il ne fut aussi clair qu'au XXI^e siècle que savoir c'est pouvoir, chose que les élites ont toujours sue. En Argentine, nous n'avons jamais eu d'aristocratie et aujourd'hui nous n'avons même pas d'oligarchie, mais seulement une aspiration élitiste de quelque richesse concentrée qui synthétise sa pensée sous la devise de ne pas éveiller les cons.

La polarisation du XX^e siècle est enterrée dans le passé et ce qui se discute aujourd'hui dans le monde est inclusion ou exclusion ou bien, en d'autres mots, progrès ou régression dans la réalisation des droits de l'homme. Pour évidente que soit la formule : « tout être humain est une personne », ce qui est mondialement discuté, est si nous avançons ou si nous reculons dans sa réalisation.

Comme dans notre pays et au cours des douze dernières années on a trop éveillé de couillons, il est vrai que c'est dangereux pour le projet transnational de société excluante.

Plus d'habitants savent et apprennent quelque chose, plus ils auront des instruments pour obtenir leurs droits, alors il n'y a plus de tsars ni de palais d'hiver à prendre, parce que l'unique palais d'hiver de notre temps est le savoir.

Les distances entre les nations comme entre les couches sociales internes, ce n'est pas la seule richesse qui les détermine, mais elles sont marquées par la discrimination dans le savoir, dans la technologie et dans le *know how* [savoir faire].

Pour nos moteurs locaux du modèle de société excluante (30 % inclus, 70% exclus), les universités du grand de Buenos Aires et celles créées dans les provinces sont de dangereuses sources de conscience citoyenne et de partage du savoir faire.

Au modèle de société excluante, on impose de contenir l'expansion du savoir, pour freiner la reproduction de moteurs potentiels de l'inclusion sociale.

Il est compréhensible que depuis le modèle excluant, d'aucuns se plaignent de l'existence de trop d'universités publiques et gratuites, et les considèrent comme une dépense inutile, bien que s'ils étaient plus sincères, ils auraient à les considérer comme une dépense préjudiciable, parce que c'est ce que cela signifie pour leur projet d'exclusion.

Les argentins déguisés en aristocrates ont toujours résisté au développement de l'accès à l'université, qui depuis la Réforme Universitaire de 1918 jusqu'à présent avance en affrontant leurs aspirations élitistes.

Il est naturel qu'ils deviennent très nerveux après avoir constatés que 90 % des étudiants de la banlieue sont la première génération d'étudiants, qu'une grande partie d'entre eux provient de foyers humbles, qui parcourent des rues non pavées, qui travaillent.

La gratuité de l'enseignement universitaire les a toujours gênés. On peut se rappeler la fugace gestion de López Murphy en 2001, bien qu'aujourd'hui on cache ce discours peu tactique.

Mais l'accès à l'université n'est pas seulement garanti par le fait que l'université ne touche pas de droits d'inscription, parce qu'elle est également inaccessible si l'étudiant doit payer le transport, ses livres et ses affaires, voyager deux,

trois ou plus heures et en plus travailler. Moins accessible encore pour celui qui en province, doit déménager dans une autre ville.

Le paiement des droits est nécessaire pour l'accès à l'université, mais en aucune manière suffisant. Les universités de la banlieue et les nouvelles universités nationales dans des provinces, amènent l'enseignement universitaire à un niveau où il n' était jamais arrivé : le quartier, la ville elle même, la municipalité.

Trop de facilités ! Ce qui est gratuit ne se valorise pas ! On valorise seulement ce qui est obtenu par des sacrifices ! Nos aspirants à l'élitisme ne le disent pas à voix haute, mais le pensent et le murmurent dans l'intimité confidentielle favorisée par quelques champagnes blancs.

Herbert Spencer, l'idéologue raciste du libéralisme économique de l'impérialisme britannique du XIXe siècle, disait la même chose : « *l'enseignement ne doit pas être gratuit, parce qu'il n'est pas valorisé et ils apprennent à lire des livres socialistes* ».

Son discours a été accueilli en son temps par toute l'oligarchie de notre région.

Sacrifice ? Étudier requiert un effort qui doit être exigé, mais le sacrifice ne peut jamais être exigé. Ceux qui se sacrifient sont méritoires, ils sont considérés comme des héros et même on leur élève des monuments, mais aucune société ne peut exiger des sacrifices, et encore moins pour se former. Ou est-ce que les pauvres doivent être des héros pour apprendre et les riches non ?

Ce qui inquiète nos proconsuls du modèle multinational de société excluante est, justement, qu'étudier va cesser d'être un sacrifice pour les classes subordonnées, et qu'ils aient le même accès à la formation universitaire que les classes aisées. Avec les nouvelles universités, on exige seulement une parité d'effort, et c'est pourquoi ils ont peur, dans l'hypothèse où les autres ne font pas plus d'effort.

Si nos aspirants à l'élitisme voulaient réellement le développement et l'affluence du capital productif, s'ils pensaient sérieusement à l'industrialisation, ils ne considéreraient pas inutile la dépense dans les universités, parce que le capital productif requiert un élément humain technique, bien préparé. Les universités sont un investissement pour le développement industriel, mais ils préfèrent ouvrir l'importation.

Nos sinistres imitateurs nationaux des élites lointaines affirment qu'il y a du gaspillage, parce qu'il y a une désertion universitaire. Ils mentent beaucoup à ce sujet, mais en plus, si cela existait, cela ne serait pas non plus une dépense inutile. Ceux qui désertent, de quelque façon sont arrivés à l'université et, bien qu'ils n'obtiennent pas de diplôme comme professionnels, demain ils seront des travailleurs, ou aussi dirigeants, syndicalistes, hommes politiques ou entrepreneurs. Est-ce que cela serait une dépense inutile qu'ils soient passés par une université ? Serait-il inutile que dans l'activité qu'ils entreprennent ils savent quelque chose de plus ?

Autre chose qui leur préoccupe, c'est le niveau, bien qu'ils n'aient jamais manifesté la même préoccupation quant à celui des universités privées.

Mais à la marge de cela, surgissent d'autres doutes. Est-ce qu'ils ne savent pas qu'il n'y a pas de pays dans le monde, aussi puissant qu'il soit, qui n'ait qu'un nombre très faibles d'excellences créatrices dans chaque branche du savoir, et que les autres enseignants universitaires sont des répétiteurs plus ou moins informés ? Ne savent-ils pas que les rares sommités scientifiques de chaque pays se répartissent et que les universités se spécialisent ?

N'est ce pas qu'au lieu de discuter d'une question de niveau universitaire, ils discutent d'un modèle d'université ? Si ce à quoi ils prétendent, c'est une université de très haut niveau, qui concentre les excellences, pour que s'y forme le *think tank* d'une minorité hégémonique, ils ont raison, parce que ce n'est pas le modèle d'université publique et gratuite que requiert une démocratie.

D'autre part, il semble qu'ils ignorent aussi qu'une grande partie des hommes de science et des penseurs du monde qui ont révolutionné leur savoir, ont travaillé dans des universités petites et provinciales, tandis qu'il n'est pas rare que les professeurs des grandes universités leur ont offert une résistance, une défense rétrograde du savoir officialisé.

Mais en plus de tout ce qui a été dit, il est impératif de remarquer que nous ne sommes pas seuls dans ce monde polarisé entre des modèles de société incluante ou excluante et, où, les modèles d'université doivent être encadrés dans cette contraposition.

Dans les études de droit, par exemple, la réduction des études du premier cycle universitaire à quatre ans, décrété dans le fameux Plan Bologne européen, élimine toutes les matières qui font la formation historique, sociologique, philosophique et culturelle, pour produire seulement des avocats [solliciteurs](#).

Bien que les deux cycles suivants auront à produire des juristes, ceux-ci seront moins nombreux et, à la fin, leur travail consistera à reproduire les *solliciteurs*. Centrés sur ce travail, il est logique de penser que leurs élaborations seront de plus en plus pauvres et beaucoup moins critiques, limitées à des visions partielles, technocratiques et en fonction des groupes d'oligopoles qui se disputeront les services des meilleurs *solliciteurs*. D'où le fait que, la sous-estimation de nos universités publiques et gratuites n'est pas une création intellectuelle de nos aspirants à l'élitisme, dont l'inventivité les atteint seulement pour copier des discours étrangers, sans échos des dangereuses tendances transnationales.

L'Argentine doit opter dans quelques semaines entre deux projets : progression ou régression, inclusion ou exclusion sociale. Préférons-nous l'aspiration élitiste promue par nos médias monopolistes liés au capital financier multinational, ou aspirons-nous à une société avec une base totale de citoyenneté réelle ?

La critique de l'élargissement de l'université publique et gratuite provient de l'aspiration excluante.

Soyons alertes aux changements : si souvent la consigne a été la défense de l'université publique et gratuite, dans cette option, cela ne suffit pas, mais il s'agit de défendre aussi l'égalité réelle dans le droit d'accès au savoir, comme réaffirmation de la démocratie. L'université d'une société incluante doit être publique, réellement gratuite et, évidemment, démocratique. Soyons conscients qu'à notre époque la révolution se fait grâce à la prise du savoir.

Raúl Zaffaroni pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 5 novembre 2015.

Titre original : «

[{{Traduit de l'espagnol pour \[El Correo de la diaspora latinoamericana\]}->http://www.elcorreo.eu.org/Universidades-argentinas-sin-exclusion" class='spip_out' rel='external'}>
\[Universidades\]\(#\) par : Estelle et Carlos Debiasi](#)

***Eugenio Raúl Zaffaroni**. (Buenos Aires, le 7 janvier 1940) il est un avocat et un notaire argentin gradué dans la

Des universités argentines sans exclusion

faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université du Buenos Aires en 1962, docteur des Sciences Juridiques et Sociales par l'Université Nationale du Littoral (1964), et juge de la Cour Suprême de Justice argentine dès 2003, jusqu'à 2014 quand il a présenté sa démission pour être arrivé à la limite d'âge qui fixe la Constitution

El Correo de la diaspora latinoamericaine. Paris, le 6 novembre 2015.

Post-scriptum :

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.